

## ANNEXE

Transferts réels et croissance dans les pays débiteurs :

$$Y = C + I + X - M \quad (1)$$

où Y, C, I, X et M représentent respectivement le PIB, la consommation, l'investissement, les exportations et les importations en termes réels du pays débiteur.

$$RT = CAD - iD = M - X \quad (2)$$

où RT : transferts réels aux prix courants ;

CAD : déficit en compte courant ;

i : taux d'intérêt ;

D : stock de la dette ;

M - X : excédents des importations des biens et services, à l'exception du paiement des intérêts de la dette.

De (1) on peut tirer :

$$g = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{sY}{I - (M - X)} = \frac{s}{k - \frac{(M - X)}{\Delta Y}} \quad (3)$$

où s : propension marginale à épargner ;

k : ratio du capital au produit ;

g : taux de croissance du PIB.

D'après (3) et avec s et k constants, g augmentera lorsque RT = (M - X) s'accroîtra.

D'après (2), RT restera positif pour un pays débiteur si et seulement si CAD - iD > 0.

$$\text{Si } CAD = \Delta D - aD$$

où  $\Delta D$  = entrées brutes de prêts, et a = le taux (linéaire) d'amortissement de la dette.

$$RT > 0 \text{ si } \Delta D - (a + i)D > 0$$

$$\text{ou } \alpha = \Delta D/D > (a + i) \quad (4)$$

où  $\alpha$  : taux de croissance des entrées brutes de prêts.

D'après (2) on peut caractériser les trois phases de l'endettement :

$$\text{Phase 1 : } RT = CAD - iD > 0 \text{ et } CAD > 0$$

$$\text{Phase 2 : } RT = CAD - iD < 0 \text{ et } CAD > 0$$

$$\text{Phase 3 : } RT = CAD - iD < 0 \text{ et } CAD < 0.$$

10 DEC. 1993

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 3870 Lex 1

Cote : B

## LA CRISE DES ÉCONOMIES MAGHRÉBINES : LES POLITIQUES REDISTRIBUTIVES EN QUESTION

par Abdelkader SID AHMED\*

Au terme de plus de trois décennies d'indépendance, les Etats du Maghreb sont entrés à des degrés divers dans une étape nouvelle caractérisée par l'essoufflement du moteur de croissance en œuvre depuis la fin des années 50. Dans tous les pays de la région se sont succédé — ou se succèdent — les plans d'ajustement structurel, les accords *stand-by* avec le FMI (Said El Naggar, 1987 ; Ahmad Jazayeri, 1988). Avec le déclin du modèle de croissance extensive fondée sur l'exploitation des ressources naturelles et l'industrialisation de substitution d'importation facile, s'épuisent les possibilités d'emploi tandis que se creusent les déficits financiers. Les subventions à la consommation, les dépenses sociales et de santé se retrouvent freinées. La crise des secteurs externes et le lourd fardeau des dettes affectent gravement la capacité d'importation des pays concernés. Cet impact négatif est double : la rareté des moyens de change fait obstacle aux importations de matières premières et de produits semi-finis, réduisant par là le taux domestique d'activité économique et donc le niveau existant d'emploi. La pénurie de devises limite les possibilités d'importation de biens salariaux et accroît donc les tensions inflationnistes, notamment dans les villes ; phénomène que renforcent encore les ajustements substantiels à la baisse des taux de change des devises nationales. La pénurie de devises et le renchérissement des biens d'équipement importés dépriment le volume de l'investissement net et par là même les créations futures d'emploi. Enfin, la recherche de

TABLEAU 1. — Maghreb : épuisement du modèle de croissance extensive

	Production			Taux annuels moyens de croissance						Consommation et investissement									
	PIB			Agriculture		Industrie		Services		Consom- mation Adminis- tration		Consom- mation secteur privé		Inves- tissement intérieur brut		Expor- tations		Impor- tations	
	1965- 1980	1980- 1987	1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987	1965- 1980	1980- 1987
Maroc	5,4	3,2	2,2	3,6	6,1	1,2	4,3	6,5	4,3	11,1	4,3	4,5	2,7	11,1	-2,2	3,7	3,7	6,5	1,6
Tunisie	6,6	3,6	5,5	4,2	7,4	2,7	4,1	6,5	4,1	7,2	4,7	8,3	3,7	4,6	-3,8	10,2	2,2	10,4	-2,5
Algérie	7,5	3,8	5,6	6,0	8,1	4,3	7,2	2,6	2,6	8,6	2,8	11,4	4,4	15,9	0,6	1,5	3,2	13,0	-4,6
Libye	4,2		10,7		1,2			15,5		19,7		19,1		7,3		3,3	-5,9	15,3	-15,3
Mauritanie	2,0	1,4	-2,0	1,5	2,2	5,1	-1,3	6,5	-1,3	10,0	-6,2	1,9	4,7	19,2	-5,5	2,7	11,2	5,4	1,7

Source : D'après Rapport sur le développement dans le monde, 1989, Banque mondiale, divers tableaux.

taux d'intérêts financiers tenant compte de l'offre décourage aussi ce même investissement.

Inflation, chômage, dévaluations, chute du pouvoir d'achat, effondrement de l'investissement et de la consommation, compression des dépenses publiques constituent aujourd'hui le lot quotidien des populations maghrébines. Pris en tenaille entre des ressources brutalement diminuées, et le désespoir de populations dont le pouvoir d'achat s'ame- nuise drastiquement, les Etats croient trouver la panacée aux défis urgents de la région dans les privatisations notamment. Les mesures d'ajustement et de libéralisation sont présentées à l'Etat redistributeur, dont la logique est celle des déficits sans lendemain, comme l'unique alternative viable. Nous verrons donc, successivement, la fin de l'Etat redistributeur au Maghreb, les éléments d'une stratégie permettant de mieux articuler consommation et production, les deux concepts étant pris au sens le plus large qui soit.

I - LA FIN DU MODÈLE DE CROISSANCE EXTENSIF AU MAGHREB

L'analyse des données macroéconomiques de base pour la région permet de distinguer deux grandes périodes dans la croissance des éco- nomies maghrébines au cours des trois dernières décennies. La première période recouvre *grosso modo* les décennies 60 et 70. La seconde période va de 1980 à nos jours. Dans les cinq pays le taux de croissance du PIB connaît une brutale décélération dans les années 80 par rapport à la période antérieure (tableau 1, p. 564) sans qu'une tendance similaire n'affecte le taux de croissance démographique. De fait, comme le notait en 1990 P. Fargues, la relation inverse observée entre fécondité et pro- duit national brut disparaît au Maghreb. La Libye et l'Algérie dont les revenus par tête sont bien supérieurs à ceux des autres pays de la région sont aussi les plus féconds (annexe I). La rente pétrolière, note aussi P. Fargues, loin d'aider aux transformations sociales et économiques, fige ainsi certaines structures ajournant par exemple la mobilisation du travail féminin, ce qui est une forme d'affectation de cette rente. Cette tendance au déclin structurel de la croissance du PIB se vérifie pour les composants du PIB, sauf en Mauritanie, dont l'exception n'est qu'appar- ente puisqu'elle est due au conflit saharien qui déchirait alors le pays dans les années 70. La consommation tant privée que publique, la for- mation de capital fixe, les échanges extérieurs connaissent également des décélération brutales sans qu'elles puissent être imputées à une meil-

TABLEAU 2. — Maghreb : structure du secteur manufacturier

	Répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (% prix courant)											
	Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en millions de dollars courants)		Alimentation et agriculture		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Produits chimiques		Autres	
	1970	1986	1970	1986	1970	1986	1970	1986	1970	1986	1970	1986
Mauritanie	10											
Maroc	641	2 582		26		16		10		11		37
Tunisie	121	1 161	2	17	18	19	4	7	13	13	36	44
Algérie	682	7 401	3	26	20	20	9	11	4	1	35	41
Libye	81											

Source : Banque mondiale, *Rapports sur le développement dans le monde*.

leure productivité de l'investissement ou à des substitutions d'importation plus efficaces. Il semble bien au contraire que le coefficient marginal de capital ait augmenté dans la plupart des pays. Ainsi en Algérie, pour le capital global, il est passé, en prix courants, de 6,8 en 1974-1977 à 10,1 en 1980-1982. En Tunisie, il atteignait 11,6 pour la période 1981-1985 (E. Asfour, 1988). Rien n'indique — et ceci est net pour l'Algérie — que cette progression de l'intensité capitaliste ait résulté de la mise en œuvre d'équipements plus lourds à maturation plus longue. La décennie 80 a vu au contraire l'abandon d'un grand nombre de projets industriels par le nouveau gouvernement du président Chadli, projets concernant notamment alors le matériel de transport (camions), la pétrochimie, les métaux ferreux et divers produits mécaniques. Tournant le dos à la politique industrielle jusqu'alors suivie, les responsables algériens abandonnaient ainsi implicitement l'objectif de remontée de la filière d'industrialisation de substitution d'importation en direction des biens intermédiaires complexes et des biens capitaux et donc l'intégration à terme du complexe industriel. Comme en Argentine à la fin des années 50, au Mexique dans les années 60, ou au Brésil plus tard, la priorité accordée aux biens de consommation durables s'est imposée de fait, sans que cet objectif ait cherché particulièrement à favoriser l'émergence de couches moyennes comme souvent dans ces pays (J. Wells, 1977). Au Maroc, la chute brutale des prix des phosphates après 1975 l'amène à se tourner plus vers l'extérieur, les filières agro-alimentaires et textiles l'emportant sur la filière industrielle lourde jusqu'alors invoquée (W. Zartman, 1987, p. 145 et s.). De son côté, la Tunisie avait mis en œuvre à la même époque un schéma proche dans ses grandes lignes du schéma marocain sous le gouvernement Nouira. Dans les deux cas l'objectif affiché est un développement industriel axé sur la valorisation d'avantages comparatifs fondés sur la filière main-d'œuvre et donc sur la recherche de complémentarités économiques et notamment industrielles avec les pays européens. L'exportation devient rapidement le maître mot, les deux pays souhaitant figurer dans le peloton de la seconde génération de pays en développement aspirant au statut de « nouveaux pays industrialisés » ; l'analyse de la structure des échanges dans la décennie 80 montre qu'ils ont été en mesure de substituer pour une bonne part des produits manufacturés à leurs exportations de biens traditionnels. Ainsi en 1989, la Tunisie exporte 66,1 % de produits manufacturés et le Maroc 46,5 %, alors que l'Algérie, dont la stratégie est de type substitution d'importation, n'en exporte que 2,6 %. Ces progrès importants ne doivent pas cependant occulter le fait que l'industrialisation est restée circonscrite — notamment en Tunisie et au Maroc — aux

industries traditionnelles et à certains segments des biens intermédiaires. L'analyse de la structure de la valeur ajoutée industrielle montre que l'essentiel de la production industrielle concerne en Tunisie et au Maroc l'alimentation, les textiles et l'habillement. La production de biens complexes n'est significative qu'en Algérie (tableau 2 p. 566) qui reste le pays à valeur ajoutée manufacturière (donc hydrocarbures exclus) la plus forte (7 401 millions de dollars en 1986 contre 2 582 au Maroc et 1 161 en Tunisie).

De ce fait, la région maghrébine reste hautement dépendante des importations tant pour leur nourriture que pour leur formation de capital.

L'essoufflement de l'industrialisation, les effets pervers des hydrocarbures et le renforcement de la vulnérabilité externe due notamment à l'incompressibilité du coefficient d'importation et à l'accroissement du service de la dette ne pouvaient à terme qu'éroder les avantages acquis à travers la redistribution des rentes pétrolières ou des fonds publics du fait de généreuses politiques de justice sociale.

Les dévaluations et mesures d'austérité de toute sorte frappent dès la fin des années 70 en Tunisie et au Maroc et au milieu des années 80 en Algérie toutes les couches sociales, mais encore plus fortement les couches populaires. Phénomène d'autant plus marqué que l'urbanisation croissante rend plus vulnérables au marché des populations entièrement rurales. Ainsi les « perversités de la justice sociale » sont-elles le lit de systèmes qui génèrent en fait des inégalités, comme le note l'économiste tunisien Hachemi Alaya.

« Le concept de justice sociale » a joué, tout au long des trente dernières années, le rôle de principe fondateur de toute une politique tournée vers l'« égalité ». Des structures, des mécanismes et des réglementations ont été mis en œuvre pour assurer la *justice sociale*. Ils ont atteint un état de développement tel que ce système fonctionne aujourd'hui à rebours. Ce qui a été conçu pour réduire les inégalités et pour donner leurs chances aux catégories démunies est devenu un système qui génère en fait des inégalités (Hachemi Alaya, 1989, p. 57).

Un exemple notoire de ces perversités est fourni par les caisses générales de compensation qui, progressivement, à la suite de l'inflation mondiale des années 70, se sont transformées en caisses de subventions. Ainsi pour 1991 en Algérie, les prévisions de crédits nécessaires aux subventions avoisinaient les DA 45 milliards, soit l'équivalent approximatif des recettes budgétaires hors hydrocarbures.

De telles ponctions se traduisent obligatoirement par une réduction drastique de l'investissement en l'absence de recours au financement

externe et de la consommation, ce fut le cas en Egypte, héritière des deux modèles redistributifs, le modèle de justice sociale nassérien et le modèle pétrolier ultérieur, mais ce fut aussi le cas de l'Algérie, malgré un système de prix administrés fixes destinés à maximiser l'épargne, à réduire la consommation et au gonflement des encaisses monétaires (Gelb, 1986-1988).

Dans tous les cas — rappelons ici pour mémoire l'épisode du prix du pain à Tunis — les difficultés économiques nées de la détérioration des termes de l'échange, du protectionnisme des pays riches, de l'essoufflement du modèle de croissance, de la dette notamment ont fini par rendre insupportable pour les finances publiques le maintien de politiques de justice sociale ou de promotion généreuse, voire d'assistance pure et simple.

Les mesures de libéralisation adoptées récemment — et notamment celles qui sont relatives à l'autonomie des entreprises publiques et les privatisations annoncées — loin de constituer un choix majeur de stratégie alternative traduisent avant tout le désir des Etats de se défaire d'obligations financières que les finances publiques ne peuvent plus assurer.

C'est donc vers une stratégie alternative fondée sur la valorisation pleine et entière des ressources humaines qu'il faut se tourner, reposant sur le transfert réel et l'assimilation des techniques et des connaissances, bref vers un modèle de croissance de type intensif. Ce sont quelques traits de cette stratégie que nous allons maintenant présenter.

## II — ÉLÉMENTS D'UNE STRATÉGIE ALTERNATIVE

A un premier niveau, il s'agit de lutter contre les effets pervers de la rente minière et notamment pétrolière, et au-delà contre la logique d'allocation pure et simple. Ceci concerne tout particulièrement des pays comme la Libye, l'Algérie. A un autre niveau, il s'agit d'analyser les problèmes de développement de la région à la lumière des acquis les plus récents de la théorie du développement et du commerce international : substitution d'importation *versus* exportation, privatisation *versus* secteur public, modernité *versus* tradition, etc. A travers ces théories sont abordés des points importants comme le rôle de l'Etat, les avantages comparatifs, la protection, le rôle des élites novatrices, la capacité d'entreprise et l'innovation, l'emploi, la recherche ou la réforme des systèmes de formation. Des réponses — forcément brèves — données à ces problèmes dépendent le profil de la stratégie alternative au schéma de croissance extensif suivi jusqu'ici par la Région.

*Dépasser les effets pervers des rentes minières et autres*

Un certain nombre de travaux récents ont mis en évidence l'existence d'une macroéconomie sociale de la rente pétrolière et au-delà de la rente en général. Deux grands rameaux peuvent être distingués : le rameau structuraliste — le plus ancien — qui regroupe les travaux de Mahdavy, D. Seers, Alam, Ali Fekrat, J. Amuzegar, et les nôtres notamment, et le rameau néo-classique pour l'essentiel australien. Ce dernier rameau dont M. Corden est le représentant le plus illustre s'est exporté en Europe avec le pétrole de la mer du Nord et a réussi d'importantes greffes en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Norvège.

Les deux rameaux<sup>1</sup> — quoique à partir de méthodologies différentes — concluent à l'existence d'effets pervers de la rente dont la conséquence est de neutraliser — voire de faire obstacle — aux effets d'induction et de multiplication du secteur externe rentier sur le reste de l'économie. Deux effets : l'un de dépenses, l'autre de ressources, conduisent à des situations de « dé-industrialisation » et de « dé-agriculturation ». La réévaluation des devises nationales favorise à travers ces deux effets l'expansion des services au détriment de la production, d'où le concept de *squeeze* de l'industrie manufacturière, développé à propos de la Grande-Bretagne par l'économiste britannique Eltis. Naissent ainsi des économies où les services (biens non commercialisés) deviennent hypertrophiques. L'économiste pakistanais Alam a montré que ceci était tout à fait le cas pour les économies pétrolières pures du golfe. Ces phénomènes pervers, dont la conséquence à terme est l'atrophie du système productif, ont ainsi pu être mis en évidence tout au long des années 80 dans divers pays développés ou non (Ellman, 1977 ; A. Sid Ahmed, 1979, 1981 et 1989 ; Amuzegar, 1982 ; Enders et H. Herberg, 1983 ; Fardmanesh, 1991). Cette problématique a pu être généralisée à l'ensemble des économies minières (S. Lewis, 1984 ; S. Kayizzi-Mugewa, 1991 ; J. Hawkins, 1991). Au-delà, un éclairage nouveau pouvait être apporté aux expériences historiques d'industrialisation de pays ayant connu des « booms » matières premières importants : Argentine, Brésil, Australie, Canada au XIX<sup>e</sup> siècle. La *staple theory* du développement à partir de l'exportation développée permettrait alors de comprendre pourquoi le modèle de développement d'une région en « boom » est déterminé

1. Pour plus de détails sur ce type d'analyse et la bibliographie, voir notre ouvrage, *Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, 2 tomes, Paris, Publisud, 1989.

concrètement par les produits spécifiques exportés. C'est donc le caractère de l'industrie d'exportation concernée, les divers effets de liaison et externalistes, plutôt que la simple expansion des exportations qui caractérisent la croissance d'une économie exportant des ressources naturelles. Ce sont donc les effets de liaison du secteur d'exportation, c'est-à-dire l'impact de l'activité d'exportation sur l'économie domestique et la société qui sont cruciaux (J. Fogarty, 1985 ; A. O. Hirschman, 1981). Or dans le cas des économies pétrolières arabes notamment, le caractère sophistiqué des technologies mises en œuvre dans l'industrie pétrolière et la pauvreté de l'environnement scientifique et technologique font obstacle à ce jeu des liaisons. Ceci est particulièrement net pour l'industrie pétrochimique (A. Sid Ahmed, 1989). En fait, une situation « de prospérité d'importation » donne naissance à une mentalité du *franchising* ruinant tout développement d'esprit d'entreprise local ou de mobilisation des ressources domestiques de main-d'œuvre et de capital en vue de la satisfaction des besoins du marché local (Weisskopf-Wolff, 1977). Tous ces éléments conduisent à affirmer ainsi l'existence d'un type spécifique d'industrialisation fondée sur la valorisation des ressources naturelles (Roemer, 1979). C'est dans ce cadre précis que les performances et les perspectives des économies pétrolières comme celles de la Libye et dans une moindre mesure celle de l'Algérie doivent être appréciées sous peine d'erreurs graves de diagnostics et de stratégies.

On comprend dès lors que dans ce type de structures et de logiques l'essentiel n'est pas la croissance apparente du secteur domestique durant la phase extensive d'interaction des deux secteurs, mais l'*internalisation* ou non à un rythme suffisamment rapide pour permettre au dynamisme de croissance de s'autoperpétuer au-delà. L'élément crucial à cet égard de l'autoperpétuation de la croissance du secteur domestique est la création ou non de sa propre source d'accumulation et de progrès technique. En l'absence de cette création, la croissance continuera à revêtir la forme d'une conversion d'un « capital financier » en « capital physique » avec une production locale dont la viabilité n'est assurée que par d'imposants tarifs douaniers et des importations en expansion vertigineuse (A. Fekrat, 1979).

Cette logique spécifique de fonctionnement et de croissance des économies pétrolières de la région souligne si besoin en était l'erreur qu'il y a à postuler l'homogénéité de la région prise comme un tout. Ceci est à relever tout particulièrement dans l'optique de l'intégration maghrébine en cours. Rappelons à cet égard les gros problèmes posés par le Venezuela aux autres pays du Pacte andin dans les années 70.

*Problèmes de la région et acquis théoriques récents*

Il est devenu banal d'opposer la substitution d'importation à l'exportation en tant que stratégie viable de développement. La première réduirait, voire éliminerait, les gains de l'échange en favorisant la production domestique au détriment de l'exportation et en encourageant la production manufacturière aux dépens des biens primaires dont agricoles (Schydrowsky, 1967 ; H. J. Bruton, 1970). La cause en serait un taux de change plus élevé que le taux d'équilibre. De ce fait les producteurs locaux gagnent un montant moins élevé de monnaie domestique en exportant qu'en vendant sur le marché domestique. Ainsi un tarif protecteur de 100 % implique une surévaluation de la monnaie nationale équivalente. Dès lors la substitution conjuguée aux tarifs décourage l'exportation. Les tarifs pénalisent en outre les exportations sur leurs inputs. Les taux de change surévalués exercent une discrimination à l'encontre de l'agriculture et d'autres produits primaires sur les marchés mondiaux. De plus, les mesures directes et indirectes destinées à stimuler l'investissement détériorent les termes de l'échange des produits primaires. Enfin, les biens importés apparaissant bon marché, l'illusion est entretenue selon laquelle les produits locaux ne sont pas compétitifs, donc vendables à l'extérieur.

Ces arguments — corrects au plan technique — sont cependant peu pertinents eu égard aux politiques qui prennent nécessairement en compte des considérations plus immédiates (Jaleel Ahmad, 1978, p. 54). Leur validité empirique est en outre contestable, ainsi l'argument selon lequel le différentiel-devises entre substitution et exportation induit une mauvaise allocation de ressources suppose que la demande d'exportation est sensible au taux de change réel, hypothèse contestée. La proportion d'importations utilisées comme inputs dans les secteurs manufacturiers dans les pays en développement est par ailleurs relativement faible, ramenant à peu de valeur l'effet pénalisant du tarif. D. Félix analysant l'impact de l'industrialisation de substitution<sup>1</sup> en Argentine sur la croissance du produit agricole ne trouve aucun indice en ce sens (1968, p. 58). Or, justement, l'objectif des politiques d'ISI est de réduire le type de dépendance envers les exportations primaires impliqué par les stratégies d'exportation. Dans les cas extrêmes de dépendance, lorsque le taux de croissance de la demande mondiale d'exportations primaires d'un pays détermine sa croissance interne, le revenu dans la périphérie décline de façon asymptotique (D. Seers, 1962). De même, Bardhan a

1. ISI.

pu montrer que si le taux de croissance de la demande mondiale des exportations primaires d'un pays est plus faible que le taux de croissance de sa force de travail, le taux de croissance du PIB sera plus faible que celui du travail et le produit par tête baissera (Bardhan, 1970). Inutile de préciser que ce fut la situation des pays pétroliers au milieu des années 80. Ceci souligne qu'il n'est pas dans l'intérêt des pays de la région de continuer à exporter des produits primaires à l'état brut ou semi-brut. Les industries de transformation locales doivent être implantées. Il est alors clair qu'un pays ne peut rester longtemps tout à la fois fournisseur mondial de produits primaires et exportateur de produits manufacturés. Il n'est pas certain en outre que la croissance des exportations dans la région puisse être suffisamment forte — eu égard aux données présentées dans la première partie — pour altérer la substitution d'importation. S'il est vrai qu'un taux de croissance supérieur à celui de la demande mondiale de produits primaires exportables est possible dans le domaine des produits manufacturés, ceci suppose cependant l'existence d'une capacité de production locale de ces biens, l'existence d'une telle capacité supposant à son tour une ISI (J. Ahmad, 1974). C'est ce que confirme l'expérience de Taïwan et de la Corée. Ces deux pays se lancèrent dans la première étape de substitution dans les années 50, pour se lancer à l'épuisement de cette dernière dans l'exportation de produits manufacturés ; au début des années 70, ils revinrent à la substitution dans les biens intermédiaires et capitaux (Meyers, 1986 ; Haggard, 1989 ; Jenkins, 1991).

En revanche, l'erreur des pays latino-américains fut de s'enfermer dans la seule ISI (Kaufman, 1979 ; Sheahan, 1987). Cette nécessité d'intensifier l'ISI est confirmée par le ratio considérablement élevé des importations à la production domestique de biens manufacturés au Maroc, en Algérie et en Tunisie, comme on a pu le voir plus haut. La valeur élevée de ces coefficients rend illusoire tout accroissement substantiel de capacité d'exportation sans l'intensification de l'ISI dans le domaine des biens intermédiaires et des biens capitaux. Les études pionnières en la matière, sur la base des séries temporelles et des sections coupées, suggèrent l'existence d'une corrélation positive entre la production de produits manufacturés et leur proportion dans les exportations totales (Jaleel Ahmad, 1978, p. 56). Loin donc d'être antagonistes, substitution d'importation et exportations sont compatibles et même symbiotiques<sup>1</sup>. Le

1. Il a même été montré qu'au Brésil les résultats les plus marquants dans le domaine des exportations de produits manufacturés ont été enregistrés dans les industries où la substitution d'importation a été la plus importante, W. Tyler, 1973.

problème devient alors non seulement celui du coût, mais aussi de la qualité de la standardisation, de la prospection des marchés étrangers, de la publicité et du marketing.

Dans cette optique, le rôle de l'Etat paraît crucial, un Etat autonome par rapport aux groupes hégémoniques et dominés, et au-delà d'une bourgeoisie industrielle (Jenkins, 1991, p. 214 et 222). Rôle sélectif dans la création des conditions de l'accumulation du capital (Kuo et Fei, 1985), rôle également crucial dans la création d'un environnement qui stimule les firmes et les agents technologiques spécialisés, ces derniers étant encouragés à développer des capacités technologiques additionnelles et des compétences permettant d'améliorer la productivité et les performances globales. L'Etat peut également être important dans l'induction du choix des techniques les plus appropriées au plan social, l'importation de technologies aux conditions les plus favorables et dans la formation des compétences technologiques pointues. Le choix de technologies appropriées dépend de l'information et des capacités à l'utiliser. En raison des économies d'échelle importantes impliquées par sa collecte et son traitement, et en raison également du fait que l'information est un bien public au sens où sa diffusion n'épuise pas sa valeur, les Etats subventionnent souvent sa collecte et sa diffusion. Le nombre restreint de firmes dans la région maghrébine disposant de capacités technologiques permettant une évaluation correcte des technologies alternatives appropriées confère des responsabilités particulières aux Etats dans le domaine de la formation technique mais ainsi dans le financement de l'expansion des compétences (Dehman, Ross-Larson et L. Westphal, 1987, p. 773). L'action de l'Etat peut s'exercer également dans le domaine de la recherche-développement, de la création et de la gestion des centres de recherche-développement, du lancement des firmes d'ingénierie et des encouragements aux producteurs de biens capitaux.

Ce rôle de l'Etat est par ailleurs rappelé dans un domaine essentiel pour le développement : celui des *économies externes*. De nombreuses études récentes soulignent le rôle majeur des économies externes « dynamiques » par opposition aux économies externes statiques traditionnelles ; c'est notamment le cas des innovations technologiques non transmissibles par le marché et de l'interaction cumulative des économies d'apprentissage, des économies d'échelle, de l'innovation et de l'extension des marchés. Ces économies peuvent être considérables comme le soulignent les deux études réalisées à partir de l'industrie américaine des semi-conducteurs et du développement agro-industriel du Penjab (F. Stewart et E. Ghani, 1991). Les conséquences sont fondamentales, les pays en développement peuvent en effet posséder un avantage com-

paratif dans une industrie sujette aux économies externes dynamiques, avantage inexistant en statique ; l'intervention de l'Etat (subvention, tarif, quota, etc.) est alors justifiée car elle permet la concrétisation de cet avantage comparatif dynamique. Au-delà des économies externes réelles, ce schéma peut s'appliquer aux économies externes pécuniaires lorsqu'elles interagissent avec les économies d'échelle, d'apprentissage et externes réelles, réduisant par là même les coûts sociaux, comme dans les deux exemples cités. Dans ces conditions, l'aide doit aller en priorité aux industries à fortes économies externes dynamiques.

Cette observation est à rapprocher de celle effectuée par P. Krugman selon qui l'essentiel des échanges découle aujourd'hui des avantages de la production à grande échelle, de l'expérience et de l'apprentissage cumulés résultant de l'innovation, phénomènes avantageant au premier chef les pays développés (P. Krugman, 1986). Si ces effets d'apprentissage caractérisent le processus de développement industriel et donc les avantages comparatifs dynamiques, la spécialisation en vue de l'exportation, en raison soit de dotation en facteurs abondants, soit d'économies d'échelle, peut se révéler non optimale. Cette conclusion avait déjà été effectuée par Helleiner qui écrivait dès 1982 : « Dans un monde de croissance du Nord en déclin, d'un nombre croissant de pays du Sud intégrant les marchés d'exportation de produits manufacturés, de sociétés transnationales contrôlant l'essentiel des échanges mondiaux et de protectionnisme dans les secteurs où les transnationales sont mal implantées, l'industrialisation sur la base des exportations du Sud peut s'enliser dans les termes de l'échange détériorés ou ne réussir qu'au prix d'un contrôle accru des transnationales des économies des pays du Tiers Monde » (Helleiner, 1982, p. 18).

Une étude très récente de Dodaro fondée sur un large échantillon de pays en développement conclut à l'existence d'une forte corrélation entre croissance économique, proportion de produits manufacturés et le « stade trois » de transformation de produits primaires. L'auteur observe en outre une étroite corrélation entre le niveau de revenu par tête, la proportion de produits manufacturés et le stade trois. Ainsi le secteur d'exportation pourrait ne pas jouer le rôle moteur attendu tant qu'un certain degré de développement et un certain niveau de productivité domestique ne soient atteints (Dodaro, 1991, p. 1159). On voit donc que le niveau de développement constitue un déterminant important du degré de développement manufac-

1. Rappelons brièvement que les économies externes (ou technologiques) affectent la fonction de production de la firme (ou la fonction d'utilité du consommateur), alors que les économies pécuniaires affectent le vecteur prix.

urier et de transformation dans la corbeille d'exportation d'un pays. La composition des exportations affecte la croissance économique. La corrélation négative entre le taux de croissance du PIB et le stade I d'exportation est révélatrice, d'où la suggestion que la promotion des exportations est associée aux pays déjà parvenus à un certain degré de développement économique et d'efficacité productive interne leur permettant d'être compétitifs dans les produits transformés et manufacturés. Ce résultat à rapprocher des développements précédents sur les économies externes dynamiques, les formes imparfaites de marché, amène à s'interroger sur la viabilité de stratégies d'exportation tous azimuts de certains pays de la région comme instrument de développement et, au-delà, sur leurs chances réelles de rejoindre un éventuel second peloton de nouveaux pays industrialisés.

Plus que jamais la région a besoin de stratégies dont les objectifs soient clairement explicités, d'un degré élevé de cohérence des politiques orientées non pas vers la régulation des firmes, mais vers leur promotion. A côté des compétences technologiques et de l'expérience, s'impose la nécessité d'édifier l'infrastructure spécifique. Ce sont tout d'abord les éléments d'infrastructure nécessaires aux trois types d'industries identifiées par Justman et Tenbal : procès, biens capitaux et industries à haute technologie. Ces éléments sont les suivants : le capital humain (y compris les compétences), la recherche générique et le développement ou connaissance ou technologies génériques : biotechnologie, infrastructure physique, infrastructure de marketing à l'exportation, réseau de fournisseurs de matières premières et composants, institutions financières spécialisées et environnement de régulation.

S'y ajoute également la nécessité d'une offre adéquate d'entrepreneurs et d'un marché local étendu et diversifié. De nombreuses études récentes soulignent la contribution importante des utilisateurs locaux « sophistiqués » au processus d'innovation (Lundwall, 1985, et von Hippel, 1980).

Il est alors possible de définir une séquence type de l'indispensable changement structurel au sein du secteur manufacturier, conduisant au développement et plus concrètement à une progression régulière et progressive du revenu. Cette séquence comporte trois étapes (Justman et Tenbal, 1991) :

- 1 / transition des industries légères vers les industries de transformation à plus grande échelle ;
- 2 / émergence du secteur des biens capitaux et sa transformation en un secteur clé ;
- 3 / émergence d'industrie à haute technologie.

Dans ce contexte la nécessaire insertion de la région maghrébine dans l'économie mondiale et plus concrètement l'intensification de sa coopération avec les pays voisins pourront se fonder sur des avantages comparatifs dynamiques, résultant d'un processus complexe où l'accumulation de capital physique interagit avec l'accumulation de qualifications spécifiques et le développement spécifique d'infrastructure technologique. Une coopération fondée sur des « complémentarités traditionnelles » statiques marginaliserait et renforcerait indubitablement la vulnérabilité des économies de la région, déprimant encore plus les niveaux de revenu et les perspectives d'emploi, les « privatisations » que d'aucuns préconisent par ailleurs comme la solution ont montré ces dernières années leurs limites (R. Yoder, Borkholder et Friesen, 1991). Heidi et Lawrence Wortzel ont en outre montré de leur côté que les privatisations ne sont pas plus une réponse aux problèmes de production de biens et services ayant motivé historiquement la création d'entreprises publiques que ne le furent ces dernières. En effet, le problème de ces firmes n'est pas le régime de propriété lui-même, mais le manque explicite d'objectifs, de cultures d'organisation et de systèmes permettant la réalisation de ces objectifs (Heidi et Lawrence, Wortzel, 1989, p. 633). Dans certains cas, la privatisation peut aider à la réalisation des objectifs de l'entreprise, du fait de l'existence de cultures d'organisation et de systèmes favorables ; dans d'autres cas, son impact peut être des plus négatifs.

#### CONCLUSION

Au terme de plus de trois décennies d'indépendance, les pays de la région maghrébine se trouvent confrontés à des défis majeurs dont la solution sera déterminante pour son avenir. Le vieux modèle de croissance extensive fondée sur des complémentarités traditionnelles statiques (minerais, énergie, main-d'œuvre, etc.) s'épuise et avec lui les possibilités de croissance du revenu. Les populations maghrébines découvrent chaque jour avec effroi le coût considérable de cette « carence de modèle » alternatif viable : dévaluations massives, chômage, réduction des dépenses sociales, inflations galopantes ne sont que quelques exemples d'un quotidien devenu infernal. Parallèlement, l'écart se creuse avec un monde — voisin — déjà embarqué dans les révolutions technologiques du III<sup>e</sup> millénaire et dont les armermes paraboliques projettent chaque jour l'image dans les foyers de la



région. La solution réside dans la création de sources régulières et autonomes de revenu — hors des rentes de toute nature — qui suppose nécessairement la pleine mobilisation de la créativité des populations de la région. Le débat n'est pas — comme on l'a vu — entre substitution d'importation ou exportation, il est dans une judicieuse combinaison des deux. Le débat n'est pas, non plus, entre l'industrie et l'agriculture, il est dans la formation des hommes et l'émergence d'élites novatrices et la promotion de la femme. Il n'est pas non plus entre l'Etat et le privé, mais dans la fixation d'objectifs cohérents. Dans ce contexte, l'expansion de l'industrie manufacturière est une condition préalable capitale car c'est d'elle que découlent l'apprentissage, le savoir-faire et l'acquisition des compétences technologiques de toute nature permettant à la région de mobiliser ses énergies et de s'inscrire en partenaire véritable de l'Europe.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad Jalceel, *Import substitution, trade and development*, MAI Press, 1978.
- *Compatibility of import substitution with growth of exports : an econometric test*, papier présenté au Colloque européen de la société économétrique, Grenoble, 1974.
- Alaya Hachemi, *L'économie tunisienne : réalités, voies pour l'avenir*, Tunis, Afkar wa ich-Haar, 1989.
- Amuzegar J., Oil wealth, a very mixed blessing, *Foreign Affairs Spring*, 1982, p. 814-835.
- Appelbaum E. et Katz E., Seeking rents by setting rents : the political economy of rent-seeking, *Economic journal*, vol. 97, septembre 1987, p. 685-699.
- Asfour Edmond, Stratégies d'investissement et croissance économique dans les pays du Maghreb, in *FMI*, p. 205-258.
- Bardhan P. K., *Economic growth, development and foreign trade*, John Wiley, 1970.
- Bruton J. H., Import substitution and productivity growth, *Journal of Development Studies*, vol. 4 (avril), 1968, p. 306-326.
- The import substitution strategy of economic development, *Pakistan Development Review*, vol. 10, 2 (été), 1970, p. 123-146.
- Carr David W., The possibility of rapid adjustment to severe budget deficit and other economic problems in Egypt, *The Journal of Developing Areas*, vol. 24, n° 2, janvier 1990, p. 225-247.
- CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, 1990, Genève, 1991.
- Dehlman, Ross, Larson et Westphal, Managing technological development lessons from the newly industrializing countries, *World Development*, vol. 15, n° 6, juin 1987, p. 759-777.
- Dodaro Santo, Comparative advantage, trade and growth : exported growth revisited, *World Development*, vol. 19, n° 9, 1991, p. 1153-1165.
- Enders K. et Herberg H., The Dutch disease : causes, consequences, cures and calmatives, *Weltwirtschaftliches Archiv*, B 119, Heft 3, 1983, p. 473-497.
- Fardmanesh M., Dutch disease economics and the oil syndrome : an empirical study, *World Development*, vol. 19, n° 6, juin 1991, p. 569-595.
- Fargues Philippe, Algérie, Maroc, Tunisie : vers la famille restreinte ?, *Population et Sociétés*, juillet-août 1990, n° 248.
- Fekrat Ali, Growth of opec type economies : a preliminary theoretical inquiry, *Economica internazionale*, vol. XXX, n° 1, février 1979, p. 77 à 87.
- Felix David, The dilemma of import substitution : Argentina, in Gustav F. Papanek (éd.), *Development policy : theory and practice*, Cambridge, MA Harvard University Press, 1968, p. 55-92.
- Fogarty John, Staples, Super staples and the limits of staple theory : the experience of Argentina, Australia, and Canada compared, in *Argentina, Australia, Canada studies in comparative development, 1870-1985*, éd. par D. C. M. Platt et Guido di Tella, St. Martin' Press, 1985.
- M. Ellman, Natural gas and the dutch economy, in J. Sargent (éd.), *Foreign macro-economic experience : a symposium*, Toronto, 1986.
- Fonds monétaire international, *Politiques économiques, croissance, et équilibre extérieur dans les pays du Maghreb*, Washington, 1988.
- Freeman C. et Lundvall B. A., *Small countries facing the technological revolution*, Londres, F. Pinter, 1988.
- Gelb Alan, Adjustment to windfall gains : a comparative analysis of oil-exporting countries, in *Natural resources and the macroeconomy*, p. 54 à 93.
- Haggard S., The east Asian nics in comparative perspective, *The Annals of the American Academy of Political and Social Change*, 505, septembre 1989, p. 129-141.
- Hawkins Jeffrey J., Understanding the failure of IMF reform : the Zambian case, *World Development*, vol. 19, n° 7, 1991, p. 839-849.
- Helleiher G. K., Introduction, in G. K. Helleiher (éd.), *For good evil : economic theory and north-south negotiations*, Toronto University Press, 1982.
- Hirschman A. O., A generalized linkage approach to development with special reference to staple, in *Essays in trespassing : Economics to politics and beyond*, Cambridge, 1981.
- Jazayeri Ahmad, *Economic adjustment in oil-based economies*, Avebury, 1988.
- Jenkins Rhys, The political economy of industrialization, *Development and Change*, vol. 22, n° 2, avril 1991, p. 197-203.

- Johnston Ann et Sasson Albert, *New technologies and Development*, Unesco, 1986.
- Justman Moshe et Tenbal Morris, A structuralist perspective on the role of technology in economic growth and development, *World Development*, vol. 19, n° 9, 1991, p. 1167-1183.
- Kaufman R., Industrial change and authoritarian rule in Latin America : a concrete review of the bureaucratic authoritarian model, in D. Collier (éd.), *The new Authoritarianism in Latin America*, Princeton University Press, 1979, p. 165-253.
- Kayizzi-Mugrwa S., External shocks and adjustment in a mineral dependent economy : a short run model for Zambia, *World Development*, vol. 19, n° 7, juillet 1991, p. 851-867.
- Krugman Paul R., Introduction : new thinking about trade policy, in Paul R. Krugman (éd.), *Strategic trade policy and the new international economics*, MIT Press, 1986.
- Kuo W. Y. et Fei J., Causes and roles of export expansion in the republic of China, in W. Galenson (éd.), *Foreign trade and investment : economic development in the newly industrialising Asian countries*, The University of Wisconsin Press, 1985, p. 45-84.
- Lewis S. R., Development problems of the mineral rich countries, in M. Syrquin, M. L. Taylor et L. E. Westphal (éd.), *Economic structure and performance*, New York, Academic Press, 1984.
- Lundvall B. A., *User producer interaction*, Aalborg, Denmark, Aalborg University Press, 1985.
- Mahdavy H., Patterns and problems of economic development in Rentier states : the case of Iran, in M. A. Cook, *Studies in the economic history of the Middle East*, Oxford University Press, 1970, p. 428-468.
- Mayers R., The economic development of the republic of China 1965-1981, in L. J. Law (éd.), *Models of Development*, San Francisco CA, JCS Press, 1986, p. 13-64.
- Naggar Said el, *Adjustment policies and development strategies in the Arab world*, IMF, 1987.
- Neary Peter J. et Wijnbergen Sweder Van, *Natural resources and the macroeconomy*, Basil Blackwell, 1986.
- Roemer M., Resource-based industrialization in the developing countries, *Journal of Developing Economics*, vol. 6, n° 2, juin 1979, p. 163-202.
- Schydrowsky D., From import substitution to export promotion for semi-grown up industries : a policy proposal, *Journal of Development Studies*, vol. 3 (juillet), p. 405-413.
- Seers D., A model of comparative rates of growth in the world economy, *Economic Journal*, mars 1962.
- Shapiro Helen et Taylor Lance, The state and industrial strategy, *World Development*, vol. 18, n° 6, 1990, p. 861-878.
- Sheahan J., *Patterns of development in Latin America*, Princeton University Press, 1987.

- Sid Ahmed Abdelkader, *Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, 2 tomes, Paris, Publisud, 1989.
- *Croissance et développement*, t. 2 : *L'expérience des économies du Tiers Monde depuis 1945*, Alger, ORU, 1980.
- La place du Maghreb dans les investissements et les flux financiers des Etats arabes détenteurs de pétrodollars, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, t. XXIV, 1985, p. 217 à 241.
- *Development and resource-based industry : the case of the petroleum economics*, The OPEC Fund for international development, Pamphlet series 28, Vienne, 1990, 72 p.
- Emploi et croissance au Maghreb : bilan et perspectives, *Revue Tiers Monde*, t. XXXII, n° 125, janvier-mars 1991, p. 7 à 37.
- *La rente obstacle au développement ? Le cas des économies pétrolières*, communication à la conférence inaugurale pan-européenne, Heidelberg, septembre 1992.
- Stewart F. et Ghani E., How significant are externalities for development, *World Development*, vol. 19, n° 6, juin 1991, p. 569-595.
- Tenbal M., The role of technological learning in the export of manufactured goods : the case of selected capital goods in Brazil, *World Development*, vol. 12, n° 8, 1984, p. 849-865.
- Vernon-Wortzel H. et Wortzel L. H., Privatization : not the only answer, *World Development*, vol. 17, n° 5, mai 1989, p. 633-643.
- Tyler W. G., Manufactured export promotion in a semi-industrialized economy : the Brazilian case, *Journal of Development Studies*, n° 10, octobre 1973, p. 3-15.
- Von Hippel E., The dominant role of users in the scientific instruments innovation process, *Research Policy*, vol. 5, 1976, p. 212-239.
- Weisskoff R., Linkages and leakages : industrial tracking in an enclave economy, *Economy Development and Cultural Change*, vol. 25, n° 4, juillet 1977, p. 602-629.
- Wells John, The diffusion of durables in Brazil and its implications for recent controversies concerning Brazilian development, *Cambridge Journal of Economics*, vol. 1, n° 3, septembre 1977, p. 259-281.
- Yoder Richard, Borkholder Philip L. et Friesen Brian, Privatization and development : the empirical evidence, *The Journal of Developing Areas*, vol. 25, n° 3, avril 1991, p. 425-435.
- Zartman William I. (éd.), *The political economy of Morocco*, Praeger, 1987.